

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

**AUTORITE DE REGULATION
DES MARCHES PUBLICS**

CONSEIL DE REGULATION

**COMITE DE REGLEMENT DES
DIFFERENDS ET SANCTIONS**



REPUBLIQUE DE GUINEE

Travail – Justice - Solidarité

DECISION N°002/2023/ARMP/CR/CRDS DU 7 MARS 2023

**DU COMITE DE REGLEMENT DES DIFFERENDS ET DES SANCTIONS
STATUANT EN FORMATION LITIGE CONSTATANT LA CONCILIATION ENTRE
L'ENTREPRISE BTP GENERAL SYSTEME ET L'AGENCE NATIONALE DE LUTTE
CONTRE LA CORRUPTION ET PROMOTION DE LA BONNE GOUVERNANCE
(ANLC-PBG)**

**LE COMITE DE REGLEMENT DES DIFFERENDS ET DES SANCTIONS
STATUANT EN FORMATION LITIGE,**

Vu la Charte de la Transition ;

Vu la loi L/2012/020/CNT du 11 octobre 2012, fixant les règles régissant la Passation, le Contrôle et la Régulation des Marchés Publics et Délégations de Service Public ;

Vu la loi L/2018/028/AN du 05 juillet 2018, portant modification de la loi L/2012/020/CNT du 11 octobre 2012, fixant les règles régissant la Passation, le Contrôle et la Régulation des Marchés Publics et Délégations de Service Public ;

Vu le Décret D/2022/0227/PRG/CNRD/SGG du 10 mai 2022 portant nomination des membres du Conseil de Régulation de l'Autorité de Régulation des Marchés Publics ;

Vu le Décret D/2022/0077/PRG/CNRD/SGG du 02 février 2022, portant nomination du Directeur Général de l'Autorité de Régulation des Marchés Publics ;

Vu le décret D/333/PRG/SGG du 17 décembre 2019, portant Code des Marchés Publics ;

Vu le décret D/2020/154/PRG/SGG du 10 juillet 2020, portant Attributions, Organisation et Fonctionnement de l'Autorité de Régulation des Marchés publics ;

Vu la dénonciation en date du 19 décembre 2022 ;

Vu les pièces du dossier.

Après avoir entendu Monsieur DIAKITE Bakari, rapporteur technique de l'ARMP, en présence de :

- 1- M. Sidi Mouctar DICKO, président du Conseil de Régulation;
- 2- M. Lanciné KEITA, Vice-Président ;
- 3- M. Moussa Iboun CONTE, membre du CRDS;
- 4- M. Lansana SIDIBE SANGARE, membre du CRDS;
- 5- M. Moussa SANGARE, membre du CRDS;
- 6- Mtre Basekou SHEK CONDE, membre du CRDS ;
- 7- M. Holomo Koni KOUROUMA, membre du CRDS.
- 8- M. Ibrahima Sory SACKO, membre du CRDS.

Les parties étaient représentées par :

➤ **Pour l'ANLC**

- **M. TRAORE Abdoulaye, PRMP/ANLC**

➤ **Pour l'ACGP**

- **M. KAMANO Anselme, Directeur des études bâtiments et aménagement de l'ACGP**

➤ **Pour l'entreprise BTP-GENERAL SYSTEME**

- **M. Ibrahima Soriba BANGOURA, Directeur Général ;**
- **M. Karifa SOUMAORO, Ingénieur ;**
- **M. Abdourahamane BANGOURA, chargé des relations extérieures ;**

Après en avoir examiné conformément à la Loi,

Adopte la présente délibération fondée sur la régularité de la saisine, des faits et moyens juridiques exposés par les différentes parties ;

I- SUR LA RECEVABILITE DU RECOURS

Vu l'article 23 de la loi L/2012/020/CNT du 11 Octobre 2012, fixant les règles régissant la passation, le contrôle et la régulation des marchés publics et délégations de services publics qui dispose que : « Toute personne ayant connaissance d'un manquement ou d'un risque de manquement à la réglementation des marchés publics ou des

délégations de service public doit en informer l'autorité contractante, son supérieur hiérarchique, l'ARMP, les structures de passation et de contrôle et toute autre autorité disposant d'un pouvoir d'enquête et de sanction sur de tels agissements. »

Vu le décret D/2020/154/PRG/SGG portant Attribution, Organisation et Fonctionnement de l'ARMP, en son article 23 al 2 relatif à la mission du Comité de Règlement des Différends et des Sanctions (CRDS) de tenter de concilier les parties en conflit dans le règlement des contentieux de l'exécution ;

Considérant que l'entreprise BTP Général Système est titulaire du contrat N°2022/060/1/1/3/2/2/0021 relatif à la rénovation du siège de l'ANLC-Villa 20 ;

Considérant qu'il y a eu une dénonciation en date du 19 décembre 2022, et l'Autorité de Régulation des Marchés Publics (ARMP) s'est auto saisie de ladite dénonciation ;

Considérant que l'Autorité de Régulation des Marchés Publics est habilitée en application des dispositions du décret D/2020/154/PRG/SGG en son article 23 al 2 à examiner cette dénonciation ;

Considérant que le CRDS a initié la procédure de conciliation entre l'entreprise BTP Général Système et l'ANLC en date du 24 janvier 2023 ;

Considérant que les deux parties se sont entendues sur les conclusions de la conciliation en date du 03 février 2023 ci-joint le procès-verbal de conciliation.

DECISION

Par ces motifs décrits plus haut, le CRDS :

- **Déclare que la conciliation initiée par le Comité de Règlement des Différends et des Sanctions (CRDS) au nom de l'intérêt Général a été concluante et qu'elle se résume en :**
 - **L'ACGP recommande le paiement de 7% du montant du contrat de base et 20 017 500 GNF (vingt millions dix-sept mille cinq) correspondant à la valeur des travaux additionnels.**

Dit que le Directeur Général de l'ARMP est chargé de notifier aux parties avec ampliation au Président de la République, au Premier Ministre, au Ministre de l'Economie et des Finances, la présente décision, qui sera publiée sur le portail des marchés publics et insérée dans le bulletin officiel des marchés publics à la prochaine parution.

ET ONT SIGNE LES MEMBRES DU CRDS CONFORMEMENT A L'ARTICLE 20 DU
DECRET D/2020/154/PRG/SGG PORTANT ATTRIBUTIONS, ORGANISATION
ET FONCTIONNEMENT DE L'AUTORITE DE REGULATION DES MARCHES
PUBLICS

M. Lanciné KEITA

M. Moussa Iboun CONTE

P/b
M. Lansana SIDIBE SANGARE

M. Moussa SANGARE

Mtre Basekou SHEK CONDE

M. Holomo Koni KOUROUMA

M. Ibrahima Sory SACKO

LE PRESIDENT

M. Sidi Mouctar DICKO





N° :/PRG/ANLC-PBG/SE/2023

Conakry, le 03/02/2023

PROCES VERBAL DE CONCILIATION :

Dans le cadre du règlement du conflit entre l'ANLC et l'entreprise BTP Général Système relatif à l'exécution du marché des travaux de rénovation du siège de l'ANLC, une rencontre de partage d'idée a été initiée par la commission de contentieux de l'ARMP en vue d'une conciliation entre l'ANLC-PBG et l'Entreprise BTP général Système ce jour 01 février 2023 à 10 heures.

Ont pris part à la réunion :

- 1- Abdoulaye Traoré : Responsable de passation des marchés publics ;
- 2- Kamano Fara Anselme : Directeur des Etudes Bâtiments et Aménagements du territoire/ACGP ;
- 3- Mohamed Soumah : Contrôleur des marchés à la présidence ;
- 4- Bangoura Ibrahima Soriba : DG/ BTP général système.

Déroulement de la réunion :

Après avoir pris connaissance du contenu de contrat et des auditions à l'ARMP entre l'ANLC et L'Entreprise BTP Générale Système, la PRMP a fait une introduction en relatant tout ce qui s'est passé entre l'ANLC et la commission de règlement des contentieux de l'ARMP présidé par Mr Sidi Mouctar Dicko.

Mr Bangoura, Directeur Général du BTP Général Système a pris la parole et fait savoir qu'il a rencontré des difficultés avec ses fournisseurs, ensuite que les travaux étaient à 95% d'évolution. C'est ainsi qu'il a demandé une avance de 10% du reste du montant.

Il a présenté ses excuses à toute l'assistance, il a fait savoir qu'il y a eu beaucoup de manquement de part et d'autre dans l'exécution du contrat.

Mr Kamano de l'ACGP a pris la parole en disant qu'il apprécie tout ce qu'il vient de dire et sollicite que l'ARMP soit présente pour conduire le débat afin de prendre une décision. La retenue de garantie de 5% ne doit pas être demandée étant donné que l'ouvrage n'a pas été réceptionné. Il a encore demandé à l'Entreprise que s'il renonçait aux 5% de retenu de garantie et l'Entreprise a répondu par oui.

La facture additive doit faire l'objet d'une évaluation par l'ACGP afin de soumettre au Ministre Secrétaire à la Présidence.

L'entreprise a aussi violé un droit sacré du contrat, qu'est le délai d'exécution du contrat.

Mr Soumah dit qu'il faut s'entendre et que la réunion s'est tenue pour faire la conciliation.

Mr Kamano dit que nous ne pouvons pas payer les préjudices portés ; dommages et intérêts alors que nous ne sommes pas passé devant une juridiction. Les réclamations, se feront autour du montant de 10% qui est revenu à 7% qui correspond au reliquat et les travaux additifs à évaluer.

Conclusion :

L'ACGP recommande le paiement de 7% du montant de contrat de base et vingt millions dix-sept mille cinq cent francs guinéens (20 017 500 GNF) des travaux additionnels.

MR ABDOULAYE TRAORE



PERSONNE RESPONSABLE DES MARCHES PUBLICS

MR MOHAMED SOUMAH



CONTROLEUR DES MARCHES

A LA PRESIDENCE

MR KAMANO FARA ANSELME



DIRECTEUR DES ETUDES BATIMENTS ET
AMENAGEMENTS DU TERRITOIRE

N. Bangura Ibrahim Souis



Directeur General
BTP - GS

BATIMENT-TRAVAUX PUBLICS
GENERAL - SYSTEME
BTP GS
BP: 14-TEL: 664 29 10 49 / 622 23 46 33